

DEPARTEMENT <b>SEINE MARITIME</b>
<b>CANTON</b> Canteleu
COMMUNE <b>CANTELEU</b>

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
Liberté – Egalité – Fraternité

**ARRÊTÉ DU MAIRE N°AR-0041/22**

Direction des Affaires Générales -Juridiques

**OBJET : Délégations accordées à Monsieur Tom DELAHAYE, conseiller municipal délégué**

Mme Mélanie BOULANGER  
Maire de la commune de CANTELEU,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-18, L.2122-19, L.2122-20, L.2122-21, L.2122-21-1, L2122-22, L.2122-23, L.2122-24, L.2212-1 et L.2212-2,
- Le procès-verbal d'installation du Conseil Municipal de Canteleu élu le 15 mars 2020 et réuni le lundi 25 mai 2020 pour procéder à l'élection du Maire et des Adjointes,
- La délibération n° DE002/20 prise en séance de Conseil Municipal du 25 mai 2020 portant sur la création de 8 postes d'Adjointes,
- La délibération DE003/20 prise en séance de Conseil Municipal du 25 mai 2020 portant élection des 8 Adjointes,
- Les délibérations N° DE007/20 et DE008/20 prises en séance de Conseil Municipal du 25 mai 2020, portant sur les délégations du Conseil Municipal au Maire,
- La démission du Conseil Municipal de Monsieur Atakan GUNEY, Conseiller Municipal Délégué, et par voie de conséquence, le retrait de ses délégations accordées par arrêté municipal n°AR-24/20,
- L'installation de Madame KENZA PANDORE-PIQUOT, en qualité de nouvelle Conseillère Municipale, lors de l'assemblée délibérante du lundi 28 novembre 2022, en remplacement de Monsieur Atakan GUNEY,
- L'actualisation de l'arrêté initial de délégations n°DE-0021-20 accordées au 6ème Adjoint au Maire, Monsieur Hasbi COLAK, par arrêté municipal N° AR-42/22,

CONSIDERANT QUE :

- Pour la bonne marche des Services Municipaux, pour permettre une parfaite continuité du Service Public et à certaines formalités d'être exécutées dans les meilleurs délais, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et/ou la signature de certains actes et documents soient assurés par les Adjointes au Maire ou les Conseillers Municipaux Délégués ou par le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Services Techniques et les Responsables de Service,
- Les délégations précitées impliquent le suivi des dossiers correspondants, en liaison avec les Services Municipaux et le Directeur Général des Services,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : Délégation de fonction au titre du pouvoir exécutif du Maire**

Monsieur Tom DELAHAYE, désigné par le présent acte Conseiller Municipal Délégué, bénéficie d'une délégation de fonction pour les affaires portant sur le commerce, les Centres d'Activités Economiques, la tranquillité publique et les actions relatives au label Climat-Air-Energie se rapportant aux thématiques précitées, et précisée comme suit :

\* Le pilotage de la Politique Municipale en faveur de ces champs de compétence,

\* L'organisation de comités et la concrétisation d'actions mobilisant les Commerçants, les Artisans, les Professions Libérales de la Ville,

- \* La participation aux réunions du CLSPD et réunions de travail en lien avec la Police Municipale,
- \* Les relations entre la Ville, les Citoyens, les Partenaires et les Acteurs Locaux concernés,
- \* Les correspondances courantes et celles au nom de la Commune relatives à ces politiques municipales.

Sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation est donnée à Monsieur Tom DELAHAYE pour signer tous les actes administratifs notamment les bons de commande, les pièces comptables (pièces diverses et mandats de paiement), les titres de recettes, relevant de cette délégation de fonction, et les courriers qui s'y rapportent.

Ne rentre pas dans la délégation de fonction la signature des correspondances relatives à l'attribution d'une subvention ou d'une participation financière de la Ville aux Citoyens ou aux Associations.

## **ARTICLE 2 : Autorisation de signature au titre des compétences transférées du Conseil Municipal au Maire**

Sous mon contrôle et ma responsabilité, est donnée à Monsieur Tom DELAHAYE autorisation de signature des décisions prises par délégation du Conseil Municipal au Maire, des bons de commande, des conventions, des pièces constitutives de contrats relatifs à la commande publique et de modification de contrats en cours d'exécution, les pièces annexes, **en rapport avec les domaines délégués mentionnés à l'article 1er du présent arrêté**, et sur les alinéas ci-dessous énumérés, de l'article L.2122-22 du CGCT.

Alinéa 4 : De prendre toute décision concernant la préparation des marchés et des accords-cadres sans limite de montant et lorsque les crédits sont inscrits au budget.

De prendre toute décision concernant la passation, l'exécution et le règlement des marchés\* dont les accords-cadres, de fournitures, de services et de travaux, y compris les modifications en cours d'exécution et de procéder à la résiliation des marchés si nécessaire, dans la limite d'un montant inférieur au seuil fixé par la commission européenne pour les marchés de fournitures et de services, et lorsque les crédits sont inscrits au budget.

\* Par marché, il faut entendre ici l'opération homogène et globale comprenant un ou plusieurs lots.

Lorsqu'il ne sera pas fait application de l'alinéa n°4, une délibération sera prise par le Conseil Municipal pour souscrire un marché déterminé ou bien faire usage de l'article L.2122-21-1 du CGCT, à savoir la souscription d'un marché déterminé avant l'engagement de la procédure de passation du marché en précisant l'étendue du besoin à satisfaire et le montant prévisionnel du marché.

Alinéa 5 : De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

Alinéa 10 : De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €.

Alinéa 24 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations dont la commune est membre ;

Alinéa 26 : De demander à tout autre organisme financeur, l'attribution de subventions pour participer au financement de projets de toute immobilisation incorporelle ou corporelle, de toute acquisition, de toute procédure, quel qu'en soit le montant, sur la base d'un financement prévisionnel.

## **ARTICLE 3 : En cas d'empêchement du Conseiller Municipal Délégué**

En cas d'empêchement de Monsieur Tom DELAHAYE, Conseiller Municipal Délégué, et du Maire, la délégation de fonction et les autorisations de signature susvisées sont accordées à Madame Annie ELIE, 1ère Adjointe au Maire, et en cas d'empêchement de celle-ci à Monsieur Guy WÜRCKER, 2ème Adjoint au Maire, et en cas d'empêchement de ce dernier à Madame Catherine TAFFOREAU, 3ème Adjointe au Maire.

Une ampliation de cet arrêté sera adressée et notifiée aux trois premiers Adjoints.

**ARTICLE 4 :** Les délégations visées aux articles 1 et 2 du présent arrêté impliquent le suivi des dossiers correspondants dont certains seront transversaux aux dossiers suivis par d'autres Elus, ce qui exige du Conseiller Municipal Délégué d'exercer ses délégations en liaison très étroite avec les Adjoints, les autres Conseillers Municipaux Délégués, les Services Municipaux et le Directeur Général des Services.

## **ARTICLE 5 : Devoirs du Conseiller Municipal Délégué au titre de ces délégations et autorisations**

Le Conseiller Municipal Délégué au Maire devra :

- Exercer ses fonctions avec dignité, probité et intégrité,
- Exercer pleinement et avec conscience ces délégations et autorisations dans le respect des lois et règlements en vigueur,
- Veiller à ne pas enfreindre les limites de ses responsabilités,
- Apprécier au cas par cas les mesures générales ou particulières qu'il convient de prendre,
- Me rendre compte de chacune de ses actions,
- M'informer de toute éventuelle difficulté dans leur exercice.

## **ARTICLE 6 : Mécanisme d'abstention en cas de conflits d'intérêt**

Le conflit d'intérêt comprend toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

Dans ce cas, le Conseiller Municipal Délégué m'informerera, sans délai, par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles il estimera ne pas devoir exercer ses compétences.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera porté au registre des actes de la Commune.

**ARTICLE 8 :** L'indemnité de fonction sera versée aux Adjoints au Maire et aux Conseillers Municipaux Délégués à compter du caractère exécutoire de leur arrêté.

**ARTICLE 9 :** M. le Directeur Général des Services, Monsieur le Préfet du Département de Seine-Maritime, Monsieur le Procureur de la République, Le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 10 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée aux :

- \* Maire
- \* Préfet du Département de Seine-Maritime
- \* Procureur de la République
- \* Trésorier Principal
- \* 1er, 2ème et 3ème Adjoints au Maire.

L'arrêté sera notifié aux intéressés et affiché aux lieu et place ordinaires.

**ARTICLE 11 :** Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Selon les dispositions prévues aux articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou sa notification :

- d'un recours gracieux motivé auprès du Maire,
  - d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN.
- L'application Télérecours est accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

FAIT A CANTELEU, le 12 décembre 2022

Le Maire



Mélanie BOULANGER

Loi du 2 mars 1982

**ACTE EXECUTOIRE**

Exécutoire le : 12/12/2022

Affichage le : 12/12/2022

Notification le : 12/12/2022

Préfecture le : 12/12/2022

ID           DEMAT :           076-217601574-20221212-  
lmc1H11473H1-AR